

Déclaration commune

L'UE agira-t-elle le 15 juillet - avant que d'autres vies ne soient emportées par le génocide ?

La catastrophe qui se déroule à Gaza est une entaille à notre humanité commune et un test de l'engagement de l'Europe en faveur de la justice. Après 21 mois d'assauts militaires incessants, plus de 15 000 enfants ont perdu la vie, des dizaines de milliers ont été blessés et près de 200 000 civils – Presque un Gazaoui sur dix - ont été tués ou blessés depuis octobre 2023. La famine et la destruction d'infrastructures essentielles sont utilisées comme des armes de guerre.

Dans toute l'Europe, les citoyens observent la situation avec horreur et demandent à leurs gouvernements et à l'Union européenne d'agir, non pas par des paroles en l'air, mais par des mesures significatives et concrètes pour mettre fin à cette devastation.

L'approche actuelle de l'UE en matière de dialogue et d'engagement n'a pas permis de mettre un terme aux violations du droit international et des droits humains perpétrées par Israël. L'évaluation du Service d'action extérieure de l'UE confirme les conclusions de l'ONU : Israël est responsable d'attaques indiscriminées, de famine, de torture et de politiques d'apartheid à l'encontre des Palestiniens - des violations de ses obligations en matière de droits humains, en vertu de l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël.

Il faut mettre fin à cette impunité.

Le 15 juillet, le Conseil des Ministres de l'UE a une occasion unique de rétablir la crédibilité de l'Europe et l'État de droit. L'action la plus efficace consisterait à suspendre totalement l'accord d'association UE-Israël, en envoyant ainsi un message clair que les violations des droits humains ne restent pas sans conséquences.

Si l'unanimité s'avère impossible, un vote à la majorité qualifiée devrait immédiatement permettre l'entrée en vigueur de:

- L'annulation des accords commerciaux préférentiels avec Israël,
- L'interdiction du commerce avec les colonies illégales,
- Et la suspension de la participation d'Israël aux programmes scientifiques, universitaires et technologiques de l'UE tels que Horizon Europe.

Si l'action collective de l'UE échoue, les États membres doivent prendre des mesures à titre individuel. Des pays comme l'Irlande et l'Espagne ont déjà commencé à imposer des embargos sur les armes, comme l'a demandé la Cour internationale de justice pour empêcher un nouveau génocide à Gaza. Les gouvernements européens qui refusent de prendre position ne doivent pas bloquer ceux qui sont prêts à défendre les droits humains.

La possibilité d'un nouveau cessez-le-feu n'enlève rien à la nécessité et à l'urgence de cette campagne, d'autant que les expériences passées ont montré qu'Israël avait l'habitude de ne pas respecter les accords de cessez-le-feu.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la survie et la dignité du peuple palestinien, mais aussi les valeurs mêmes que l'Europe prétend incarner, à savoir les droits humains, la justice et l'État de droit.

Le 15 juillet est le moment pour l'Europe d'agir de manière décisive et de répondre à l'appel de millions de personnes exigeant un véritable changement. Les mots sont inutiles. Le moment est venu d'agir.